

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Avec Martine Aubry, le social au coeur

Venez voter Martine Aubry dimanche 16 octobre

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : vendredi 14 octobre 2011

Démocratie & Socialisme

Certains ont cru bon de dire, après le débat télévisé qui a mobilisé six millions de spectateurs le 12 octobre, qu'il y avait « égalité », que « les deux candidats se valaient et se distinguaient finalement assez peu ».

D'abord, si c'est vrai, à qualités égales, votez pour une femme !

Mais ceux-là n'ont pas assez observé, sans doute. François Hollande affirmait qu'il était parti tôt en campagne avec une détermination venue de loin. Il a été manifestement rattrapé car Martine Aubry a montré une volonté et une pugnacité supérieures qui lui a valu de démentir tous les pronostics le 9 octobre en arrivant de façon serrée derrière le candidat des sondages. Elle l'a dit sans ambiguïté : « Pour battre une droite dure, il ne faut pas une gauche molle ». Elle est en forme pour battre Sarkozy !

L'establishment médiatique, lui, a choisi : face à Sarkozy, ce doit être un homme et il doit être modéré. Il ne faut pas qu'il promette plus qu'il ne pourra tenir. Il ne faut pas qu'il s'en prenne trop fort aux banques. Il ne faut pas qu'il bouscule le système mais qu'il le gère correctement. Il faut qu'il soit responsable, normal, calibré, ait un profil si bas que Sarkozy puisse le chahuter.

Quand on l'écoute, Martine Aubry ne correspond pas à ce schéma. Elle n'a pas un caractère à se laisser faire. Et tant mieux dans la période de tempête financière qui se déchaîne. Elle ne peut s'empêcher de dire que ce qui arrive à la Grèce est terrible et qu'il ne faut pas s'engager dans une variante d'austérité comme là-bas. Ce que ne dit pas François. Elle dit qu'elle est pour un vrai changement pas pour un accompagnement. Pour un « juste échange » pas pour un libre échange. Ce que ne dit pas tout à fait François. Elle a dit qu'il y en a assez que les banques dictent leurs lois et que la puissance publique devait en prendre les commandes. Ce qui devrait plaire à Arnaud Montebourg, alors que François ne le concède, disons, qu'avec un ton modéré. Martine s'est opposée à la « règle d'or, François semblait prêt à s'en accommoder. Quand Martine dit « Tout ne s'achète pas », François répond « - Dans un pays où règne l'argent, oui », et c'est Martine qui rétorque « - Justement, c'est ce qu'il faut changer ». C'est dans les réparties comme cela que la vérité a jailli à plusieurs reprises. Même dans l'exercice de débats ficelés à la merci des humeurs des éditorialistes en cour, ces différences sont apparues.

Bien sûr, il reste des zones floues, notamment sur les salaires, l'emploi, et les retraites. Les Français qui ont été huit millions à manifester en 2010 sont à vif sur ce sujet, à juste titre. Qui peut croire à un retour du droit à la retraite à 60 ans avec 41,5 annuités de cotisations alors que dans la vie réelle, les salariés n'en font que 36, et qu'on bat les records de chômage pour les jeunes et les seniors ? Alors il faut répondre à la question : si l'on doit demain, débattre, négocier, manifester, avancer pour une vraie retraite à 60 ans, pour un Smic à 1700 euros, pour un retour à une durée réelle à 35 h, quelle présidence, entre François et Martine, sera la plus favorable ?

Le camp de ceux qui veulent que la gauche se retrouve, ne peut, en l'état, que choisir Martine Aubry. C'est elle qui donne des garanties de rassemblement de toute la gauche. C'est elle que soutient la gauche socialiste et qui discute avec les Verts et le Front de gauche. Des millions d'électeurs ont le 16 octobre, la possibilité de donner un coup de pouce à la gauche, en choisissant Martine Aubry comme candidate à la présidence.